

11 sep 2009 -18:41

Communiqué du Premier ministre Herman Van Rompuy concernant OPEL

Depuis hier, on connaît Magna comme le nom du repreneur d'Opel. L'accord définitif de cette reprise n'est cependant pas encore scellé. Le gouvernement fédéral continuera de soutenir les efforts du gouvernement flamand pour parvenir à un accord avec Magna sur le maintien du site d'Opel à Anvers.

Depuis hier, on connaît Magna comme le nom du repreneur d'Opel. L'accord définitif de cette reprise n'est cependant pas encore scellé. Le gouvernement fédéral continuera de soutenir les efforts du gouvernement flamand pour parvenir à un accord avec Magna sur le maintien du site d'Opel à Anvers.

Le Premier ministre Herman Van Rompuy soutient dès lors pleinement les contacts en cours pris par le gouvernement flamand avec Magna, la Commission européenne et le gouvernement fédéral allemand. Il est particulièrement important aujourd'hui que l'on s'attache à la mise en avant des avantages pour Magna que comporte le site d'Opel à Anvers. C'est la raison pour laquelle nous mettrons dans les jours à venir l'accent sur toutes les mesures qui ont été prises par les gouvernements fédéral et flamand pour soutenir les entreprises de Belgique et notamment le secteur automobile. Le gouvernement fédéral a consenti un grand nombre de réductions de charges dans le cadre de l'Accord interprofessionnel (AIP) ainsi que nombre de mesures anticrise telles que l'amélioration du chômage temporaire et la forme provisoire de l'élargissement de celui-ci aux employés.

Les contacts en cours avec la Commission européenne et le gouvernement fédéral allemand seront également poursuivis. Juste avant les congés parlementaires, le Premier ministre Herman Van Rompuy et le ministre-président flamand Kris Peeters ont rédigé conjointement une lettre aux commissaires européens Barroso et Verheugen. Celle-ci demandait à la Commission de surveiller le dossier de reprise d'Opel dans le respect complet du marché interne européen et des règles de subsides. Le respect de ces règles et l'interdiction de toute forme de protectionnisme potentiel constituent la seule voie permettant de garantir un avenir durable pour l'ensemble d'Opel en Europe. Le Premier ministre est convaincu qu'Opel Anvers dispose d'atouts évidents et met dès lors tout en œuvre pour, de concert avec le gouvernement flamand, maintenir les activités d'assemblage d'Opel sur le site d'Anvers.